

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-Commission-de-Verite-de-la-Colombie-est-tres-critique-a-l-egard-de-la-politique-US>

La Commission de Vérité de la Colombie est très critique à l'égard de la politique US.

- Notre Amérique - Terrorisme d'Etat - Colombie -

Date de mise en ligne : mardi 5 juillet 2022

Description :

Des documents déclassifiés mettent en évidence le rôle US dans le conflit colombien. Une commission vérité va publier un rapport qui tente de dresser un bilan complet du conflit qui a fait au moins 260 000 morts. L'un des thèmes du rapport est le rôle des États-Unis (...) Julie Turkewitz

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Une Commission de Vérité va publier un rapport qui tente de dresser un bilan complet du conflit qui a fait au moins 260 000 morts. L'un des thèmes du rapport est le rôle des États-Unis d'Amérique.

[Read in English](#) COLOMBIA PANEL'S REPORT IS A STEP TOWARD MENDING A CIVIL WAR'S SCARS A special truth commission criticized Colombia's security forces and the United States for their role in a half-century conflict that left at least 450,000 people dead. [The New York Times](#), June 28, 2022

La commission de la vérité de la Colombie est très critique à l'égard de la politique US

BOGOTÁ, Colombie - Ce conflit a duré 58 ans, a impliqué presque tous les secteurs de la société colombienne et a coûté des centaines de milliers de vies et des milliards de dollars.

Mardi, une commission de la vérité nommée par le gouvernement a publié l'examen le plus complet jamais réalisé du meurtrier conflit intérieur qui a sévi en Colombie de 1958 à 2016.

Le rapport a été très critique à l'égard du modèle de sécurité qui a dominé le pays pendant des décennies, et qui, selon les auteurs, traitait une grande partie de la population comme des ennemis intérieurs, et a appelé à une transformation radicale de la Police et de l'Armée.

Elle a également adressé une vive critique à la politique des États-Unis d'Amérique en Colombie, affirmant que la guerre contre la drogue avait des effets sociaux et environnementaux désastreux, transformant les agriculteurs pauvres en ennemis de l'État et empoisonnant des terres autrefois fertiles.

« Les conséquences de cette approche concertée et largement impulsée par les États-Unis », selon le rapport, ont conduit à un « durcissement du conflit dont la population civile a été la première victime ».

Les [documents déclassifiés](#) utilisés pour rédiger le rapport, qui ont été obtenus par le *New York Times*, montrent que Washington savait depuis des années que l'armée colombienne se livrait à des exécutions extrajudiciaires et collaborait avec des paramilitaires, mais qu'elle a continué à approfondir ses relations avec les forces armées.

Ce rapport quadriennal, qui comprend plus de 14 000 entretiens individuels et collectifs, est le fruit de l'Accord de Paix conclu en 2016 entre le gouvernement colombien et sa principale force rebelle, les Forces armées révolutionnaires de Colombie, ou FARC. Il est destiné à aider à panser les plaies après la guerre, et comprend une nouvelle estimation du nombre des morts : 450 000 personnes, soit près du double de la précédente estimation.

Lors d'une cérémonie marquant la publication du rapport, certaines victimes ont pleuré sur leur siège, tandis que d'autres ont crié pour que leurs proches soient reconnus. Certains des commissaires, chargés de rédiger le rapport, portaient des tee-shirts sur lesquels on pouvait lire : « Il y a un avenir si la vérité existe ».

La liste des victimes « est sans fin et la douleur accumulée est insupportable », a déclaré le révérend Francisco de Roux, qui a dirigé la commission de la vérité, devant un théâtre bondé dans le centre de Bogota. « Pourquoi avons-nous vu les massacres à la télévision, jour après jour, comme s'il s'agissait d'un feuilleton bon marché ? »

Mais le rapport s'est rapidement inscrit dans un paysage politique colombien très polarisé, certains estimant que l'Armée est complice de crimes de guerre et doit faire l'objet d'une réforme systémique, d'autres imputant aux guérillas de gauche une grande partie des traumatismes.

Le président Iván Duque, un conservateur qui a fait campagne contre l'Accord de Paix et qui est connu pour sa défense inébranlable de l'Armée, n'a pas assisté à la cérémonie ni fait de commentaire public sur le rapport.

Son parti, le Centre démocratique, a [publié une déclaration](#) qualifiant le rapport de « vérité interprétative ».

Le président élu Gustavo Petro, qui deviendra en août le premier président de gauche du pays, a assisté à la cérémonie avec la vice-présidente élue Francia Márquez. M. Petro s'est engagé à faire de l'Accord de Paix en Colombie une priorité, et a appelé à faire campagne pour une réforme militaire.

M. Petro a déclaré à l'auditoire qu'il pensait que le rapport pourrait contribuer à « mettre un terme, de manière définitive, aux cycles de violence » que le pays subit depuis des générations, mais que cela ne pourrait se produire que si le rapport n'était pas utilisé comme une arme de vengeance.

Les sociétés connaîtront toujours des conflits, a-t-il déclaré, « mais le conflit ne peut être synonyme de mort ».

Pastora Mira Garcia, 65 ans, dont le père est mort à la guerre, avait parcouru plus de 320 kms pour assister à l'événement. Elle a qualifié la publication du rapport de « moment de grand espoir pour notre pays ».

Le conflit colombien a commencé comme une guerre entre le gouvernement et les FARC, mais il est finalement devenu une bataille complexe impliquant également des groupes paramilitaires et le gouvernement des Etats-Unis, qui a fourni des milliards de dollars d'aide aux Colombiens pour les aider à combattre l'insurrection et les trafiquants de drogue qui la finançaient.

Le rapport comprendra finalement 10 chapitres ; deux de ces chapitres ont été publiés mardi, dont un résumé de 896 pages des conclusions et des recommandations pour l'avenir.

Le résumé donne un compte rendu détaillé des souffrances, le plus souvent infligées aux civils, documentant les massacres, les disparitions forcées, les exécutions extrajudiciaires, les enlèvements, l'extorsion, la torture, les agressions sexuelles et le recrutement d'enfants, entre autres violations des droits de l'homme.

Selon le rapport, ces crimes ont été commis par les FARC, les paramilitaires, les forces de sécurité de l'État et par d'autres.

Parmi les recommandations de la commission concernant la police et l'armée figurent une surveillance et une responsabilité accrues, une restructuration des forces de sécurité de l'État qui sépare la police nationale du ministère de la défense, le transfert des cas de militaires accusés de crimes de l'armée au système de justice civile et l'élimination des accords entre l'armée et les entreprises privées dans lesquels les forces de sécurité de l'État sont payées pour protéger des entités privées, comme les compagnies pétrolières.

« Ce sont des propositions très importantes », a déclaré Juan Carlos Ruiz, un politologue de l'Université de Rosario à Bogota qui étudie la Police colombienne.

Les appels au changement existent depuis des années, a-t-il dit, mais n'ont jamais abouti.

Parmi les preuves utilisées pour rédiger le rapport de mardi figurent des milliers de documents étasuniens déclassifiés, collectés et organisés par le [National Security Archive](#), une organisation non gouvernementale basée à Washington et spécialisée dans le soutien aux commissions de la vérité post-conflit.

Une bibliothèque numérique des documents sera publiée en août, mais le *National Security Archive* a fourni au *Times* des éléments en primeur. Ces documents révèlent que les États-Unis avaient connaissance depuis des décennies des crimes présumés commis par l'armée colombienne - « et pourtant, les relations ont continué à se développer », a déclaré Michael Evans, directeur du projet Colombie des Archives.

Une série de rapports opérationnels de la CIA qui ne sont normalement pas accessibles au public, même après une demande d'accès, sont particulièrement remarquables, a-t-il dit.

Un rapport, rédigé en 1988 à une époque où des militants de gauche étaient régulièrement assassinés, a révélé qu'une vague de meurtres perpétrés contre des « personnes soupçonnées d'être des gauchistes et des communistes » était le résultat d'un « effort conjoint » entre le chef des renseignements de la quatrième brigade de l'armée colombienne et des membres du cartel de la drogue de Medellín.

La plupart des personnes assassinées étaient associées à un parti politique appelé l'Union patriotique. Le rapport indique qu'il est « peu probable » que cela se soit produit « à l'insu du commandant de la quatrième brigade ».

Plus loin dans le document, un officier de la CIA parle d'un massacre en 1988 au cours duquel 20 ouvriers agricoles, dont de nombreux membres du syndicat, ont été tués. Le fonctionnaire de la CIA indique que le gouvernement US pensait que les tueurs avaient « obtenu les noms de leurs cibles » auprès de l'unité de renseignement de la 10e brigade de l'Armée colombienne.

D'autres documents montrent que les États-Unis savaient que des compagnies pétrolières payaient des paramilitaires pour leur protection, et qu'au moins une compagnie recueillait des informations pour l'Armée colombienne.

Selon la CIA, une société « fournissait des renseignements actifs sur les activités de la guérilla directement à l'armée », « en utilisant un système de surveillance aérienne le long de l'oléoduc pour exposer les camps de la guérilla et intercepter les communications de la guérilla ».

L'Armée colombienne « a exploité avec succès ces informations et a infligé une centaine de pertes au cours d'une opération contre la guérilla » en 1997, selon le rapport.

Un autre document, rédigé en 2003, fait allusion à l'un des chapitres les plus sombres de la guerre, appelé [le scandale des faux positifs](#). Dans cette affaire, l'armée colombienne est accusée d'avoir tué des milliers de civils sous la présidence de Alvaro Uribe et d'avoir tenté de les faire passer pour des morts au combat afin de prouver qu'elle gagnait la guerre.

Dans [un témoignage récent](#) devant les tribunaux colombiens, d'anciens soldats ont déclaré qu'ils se sentaient poussés par leurs commandants à tuer d'autres Colombiens.

Un mémo de juillet 2003 adressé à Donald Rumsfeld, alors secrétaire à la défense, par le principal responsable des opérations spéciales du Pentagone, fait état d'une augmentation significative du nombre de morts au combat depuis l'arrivée au pouvoir de M. Uribe - 543 en six mois seulement, contre 780 au cours des deux dernières années du gouvernement précédent.

Le document est intitulé

« [Recent Successes Against the Colombian FARC](#) »

[Succès récents contre les FARC colombiennes]

Julie Turkewitz* et **Geneviève Glatzky** avec **Iñigo Alexander** qui a contribué en reportage depuis Bogota, en Colombie.

[The New York Times](#). New York, le 28 juillet 2022.

DES DOCUMENTS DÉCLASSIFIÉS METTENT EN EVIDENCE LE RÔLE DES ETATS-UNIS DANS LE CONFLIT COLOMBIEN

Des documents déclassifiés révèlent que les États-Unis pensaient que l'armée colombienne était à l'origine de la vague d'assassinats.

Une commission de la vérité va publier un rapport qui tente de dresser un bilan complet du conflit au cours duquel au moins 260 000 personnes ont été tuées. L'un des thèmes du rapport est le rôle des États-Unis.

Les États-Unis pensaient que l'armée colombienne était à l'origine d'une vague d'assassinats de militants de gauche, mais ils ont passé les vingt années suivantes à approfondir leurs relations avec les forces armées colombiennes, selon des documents récemment publiés.

La *Central Intelligence Agency* (CIA) avait des preuves que l'armée colombienne avait fourni une liste de cibles aux paramilitaires, qui ont tué 20 travailleurs de plantations de bananes lors d'un massacre très médiatisé, selon les documents, mais ont continué à envoyer des milliards de dollars d'aide au gouvernement colombien.

Mardi, une commission de la vérité en Colombie doit publier un rapport très attendu qui tente de dresser un bilan complet du conflit interne qui dure depuis des décennies et qui a tué au moins 260 000 personnes.

Le rapport, rédigé à la suite de [l'accord de paix que le pays a signé en](#) 2016 avec son plus grand groupe d'insurgés, les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), est destiné à être utilisé par le [prochain gouvernement colombien](#) pour créer des politiques qui amèneront le pays vers une paix durable. Elle pourrait contribuer à façonner les futures relations de la Colombie avec les États-Unis.

Parmi les questions examinées dans le rapport figure le rôle du gouvernement américain qui, pendant des décennies, a financé et formé l'armée colombienne dans sa lutte contre les FARC et l'économie de la drogue qui a financé son insurrection.

Parmi les preuves utilisées pour rédiger le rapport de mardi figurent des milliers de documents américains déclassifiés, collectés et organisés par la *National Security Archive*, une organisation non gouvernementale basée à Washington et spécialisée dans le soutien aux commissions de la vérité mises en place dans les situations post-conflit.

Une bibliothèque numérique des documents sera publiée en août. Mais les archives de la sécurité nationale ont fourni au New-York Times certains des documents à l'avance. Ils révèlent que pendant des décennies, les États-Unis étaient au courant des crimes présumés commis par l'armée colombienne « et pourtant, les relations ont continué à se développer », a déclaré Michael Evans, directeur du projet Colombie de l'organisation.

Il a déclaré qu'une série de rapports opérationnels de la CIA, qui ne sont généralement pas accessibles au public, même après des demandes d'archives, était particulièrement révélatrice.

Un rapport, rédigé en 1988 à une époque où des militants de gauche étaient régulièrement tués, a révélé que la vague d'assassinats perpétrés contre des « personnes soupçonnées d'être des gauchistes et des communistes » était le résultat d'un « effort conjoint » entre le chef des renseignements de la quatrième brigade de l'armée colombienne et des membres du cartel de Medellín.

Un grand nombre des personnes tuées étaient liées au parti de l'Union patriotique. Le rapport indique qu'il est « peu probable » que cela se soit produit « à l'insu du commandant de la quatrième brigade ».

Plus loin dans le document, un responsable de la CIA parle d'un massacre de 1988 au cours duquel 20 paysans, dont beaucoup étaient membres d'un syndicat, ont été tués. Le responsable de la CIA indique que le gouvernement américain pense que les assassins « ont obtenu les noms des cibles visées » auprès de l'unité de renseignement de la 10e brigade de l'armée.

D'autres documents montrent que les États-Unis savaient que des compagnies pétrolières payaient des paramilitaires en échange de leur protection et qu'au moins une compagnie recueillait des renseignements pour l'armée colombienne.

Une société « a activement fourni des renseignements sur les activités de la guérilla à l'armée », selon la CIA, « en utilisant un système de surveillance aérienne le long de l'oléoduc pour montrer les camps de la guérilla et intercepter les communications de la guérilla ».

Les militaires colombiens « ont exploité avec succès ces informations et ont fait une centaine de victimes lors d'une opération contre la guérilla » en 1997, selon le rapport.

Un autre document, rédigé en 2003, fait allusion à l'un des chapitres les plus sombres de la guerre, appelé [le scandale des faux positifs](#). Dans cette affaire, l'armée colombienne est accusée d'avoir tué des milliers de civils pendant la présidence d'Álvaro Uribe et d'avoir tenté de les faire passer pour des morts au combat, afin de montrer que la guerre était gagnée.

Lors [d'un récent témoignage](#) devant les tribunaux colombiens, d'anciens membres de l'armée ont déclaré avoir été poussés par leurs supérieurs à tuer d'autres Colombiens.

Un mémo adressé en 2003 à Donald Rumsfeld, alors secrétaire américain à la défense, par un haut représentant du Pentagone chargé des opérations spéciales, se félicite de l'augmentation significative du nombre de morts au

combat depuis l'arrivée au pouvoir d'Uribe : 543 en six mois seulement, contre 780 au cours des deux dernières années du gouvernement précédent.

Le document s'intitule« [RECENT SUCCESSES AGAINST THE COLOMBIAN FARC](#) »

► Succès récents contre les FARCS colombiennes -

Voici ce que vous devez savoir :

- [Colombia's truth commission is highly critical of U.S. policy](#)
- [Declassified documents highlight the U.S. role in Colombia's conflict](#)
- [After conflicts, truth commissions have been a key step toward reconciliation](#)
- [A final report brings some victims solace and hope for 'new possibilities](#)
- [Colombia's brutal internal conflict killed tens of thousands of civilians](#)
- [A new Colombian court seeks justice for civil war atrocities.](#)
- [In a transitional justice court, a Colombian general and 10 others admitted to crimes against humanity](#)
- [The rise of armed groups threatens to tear Colombia apart, again](#)

Julie Turkewitz* pour le [New York Times](#)

*Julie Turkewitz est chef du bureau des Andes, qui couvre la Colombie, le Venezuela, la Bolivie, l'Équateur, le Pérou, le Suriname et la Guyane. Avant de partir en Amérique du Sud, elle était correspondante nationale et couvrait l'ouest des États-Unis. [@julieturkewitz](#)

[New York Times](#). New York, le 28 juin 2022

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diáspora](#) par : Estelle et Carlos Debiassi

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 30 juin 2022.

[Contrat Creative Commons]

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.